

Commission: Conseil de l'UE d'Intégration, Jeunesse et Culture

Question: Europe terre d'accueil : quelle coordination européenne pour améliorer l'intégration des immigrés et réfugiés dans l'UE

Auteur : Finlande

La Finlande, pays membre de l'Union Européenne depuis le 1er janvier 1995, est une république démocratique. L'actuel Premier ministre est le conservateur Petteri Orpo. Sa formation politique, le Parti de la coalition nationale, est arrivée en tête des élections législatives d'avril 2023. Il a ensuite formé une coalition avec le Parti des Finlandais (Conservateur d'extrême droite) arrivé deuxième, ainsi que deux autres petits partis. La Finlande est confrontée à sa pire crise de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale: quelle coordination européenne pour améliorer l'intégration des immigrés et réfugiés dans l'UE ?

La Finlande continue d'adapter sa législation en matière d'immigration pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Le Parlement a approuvé une vaste réforme de la loi sur l'intégration en mars 2023. Elle sera mise en application au début de 2025, en même temps que la réforme des services de l'emploi. En décembre 2022, les modifications de la législation destinées à permettre l'accès des immigrés sans papiers aux soins de santé ont été approuvées. En janvier 2023, d'autres modifications visant à améliorer le statut des victimes de la traite des êtres humains sont entrées en vigueur.

Cependant, au cours de ces dernières décennies, le monde est confronté à sa pire crise de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale. Selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), des dizaines de millions de personnes ont été contraintes de fuir leur foyer en raison de guerres, de conflits ou de persécutions. En vertu d'accords internationaux, la Finlande et d'autres pays de l'UE sont obligés d'accueillir les demandeurs d'asile ayant besoin d'une protection internationale. Suite à la crise des réfugiés, le nombre de demandeurs d'asile arrivant en Europe et en Finlande s'est multiplié. À mesure que le nombre de demandeurs d'asile augmente, il est devenu évident que les réglementations européennes existantes ne peuvent pas faire face à la pression créée par un grand nombre de personnes. La Finlande soutient les efforts de l'UE visant à mieux gérer les migrations et participe activement à l'élaboration de politiques européennes communes en matière de migration et d'asile. La Finlande est favorable à l'élargissement de l'accueil des réfugiés soumis à quota à d'autres États membres, afin de promouvoir la migration légale.

Les immigrés clandestins profitent des faiblesses du droit d'asile européen. La Finlande a fermé la frontière de 1400 km de long que le pays partage avec la Russie et travaille à la construction d'un mur pour rendre la frontière imperméable. Les autorités finlandaises ont invoqué des raisons de sécurité nationale. Mais les O.N.G. affirme que cette mesure met en danger la vie de centaines de demandeurs d'asile. De son côté, les autorités finlandaises accusent la Russie de regrouper les immigrés clandestins et de les aider en leur donnant de l'argent de la nourriture, un logement ou un moyen de locomotion, ce qu'ils qualifient d'attaque hybride contre la Finlande, devenu récemment membre de l'OTAN et qui s'est opposé avec véhémence à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, mais la Russie nie ces allégations.

La Finlande affirme que quelque 500 immigrés clandestins ont franchi sa frontière orientale en novembre, un chiffre plus élevé que les mois précédents, faisant état d'une trentaine de personnes seulement. Le gouvernement finlandais a qualifié ces arrivées de menace sérieuse pour la sécurité nationale et l'ordre public. Beaucoup d'immigrés clandestins sont hébergés dans un village voisin pendant l'examen de leur demande d'asile. Il est très facile pour les immigrés de rentrer en Finlande grâce à la Russie. Ils payent en moyenne 3000 \$ au passeur. De plus, les demandeurs d'asile ne peuvent être expulsés pendant l'examen de leur demande qui peut durer jusqu'à deux ans.

À cause de la Russie, des milliers de personnes peuvent rejoindre la Finlande. Ainsi, la Finlande souhaite nationaliser les demandes d'asile. Des sondages récents montrent que 80 % des Finlandais se disent favorables à la fermeture des frontières. Certains s'inquiètent qu'à cause de la situation actuelle la venue d'un million d'immigrés clandestins en deux ans serait possible.